



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/Sub.2/2001/23  
15 juin 2001

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Sous-Commission de la promotion et  
de la protection des droits de l'homme  
Cinquante-troisième session  
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

**QUESTIONS DIVERSES**

Note du Secrétaire général

1. Conformément à la résolution 5 (XIV) de la Sous-Commission on trouvera dans la présente note un exposé des faits nouveaux intervenus entre le 1<sup>er</sup> juin 2000 et le 1<sup>er</sup> juin 2001 dans des domaines dont la Sous-Commission s'est déjà occupée. Cet exposé complète les questions déjà traitées dans les annotations jointes à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-troisième session de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/2001/1/Add.1).

**I. PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME**

2. Au 1<sup>er</sup> juin 2001, 145 États avaient ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ou y avaient adhéré, dont certains par succession. À la même date, 148 États avaient ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou y avaient adhéré, dont certains par succession, 98 États avaient ratifié le Protocole facultatif se rapportant à ce pacte ou y avaient adhéré et 45 États avaient ratifié le deuxième Protocole facultatif visant à abolir la peine de mort ou y avaient adhéré. En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 41 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 47 États avaient fait la déclaration prévue dans cette disposition.

### Comité des droits de l'homme

3. Au cours de ses soixante-neuvième, soixante-dixième et soixante et onzième sessions, tenues respectivement en juillet, octobre/novembre 2000 et mars 2001, le Comité a examiné 14 rapports présentés par des États parties en application de l'article 40 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

4. Au cours des trois sessions susmentionnées, le Comité a également adopté 21 constatations conformément au paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte, il a pris deux décisions déclarant des communications recevables et 14 décisions déclarant des communications irrecevables. Il a mis fin à l'examen de neuf communications sans prendre de décision formelle à leur sujet.

5. Un rapport sur les soixante-septième, soixante-huitième et soixante-neuvième sessions du Comité a été présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session (A/55/40) et un rapport sur les soixante-dixième, soixante et onzième et soixante-douzième sessions lui sera présenté après la soixante-douzième session que le Comité tient en juillet 2001.

### Comité des droits économiques, sociaux et culturels

6. À sa vingt-troisième session (session extraordinaire), et à ses vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions, tenues respectivement en août/septembre 2000, novembre/décembre 2000 et avril/mai 2001, le Comité a examiné des rapports présentés par 14 États parties en application des articles 16 et 17 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que la situation dans un État partie sans que celui-ci lui ait présenté de rapport. Le Comité a ensuite adopté ses observations finales y relatives.

7. Au cours de sa vingt-quatrième session, le 27 novembre 2000, le Comité a tenu une journée de débat général, organisée en coopération avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), sur le «droit de chacun de bénéficier de la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur» (art. 15, par. 1, al. c du Pacte). Le Comité a été saisi aux fins de ce débat d'un document de synthèse établi par M<sup>me</sup> Audrey Chapman (E/C.12/2000/12) et de documents de référence soumis par des institutions spécialisées, des programmes des Nations Unies et des experts (E/C.12/2000/13 à 19). Ont assisté à cette journée de débat général des représentants d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées, des membres d'établissements universitaires et certains experts, qui ont tous participé activement au débat. Le Comité a tout particulièrement apprécié la coopération de l'OMPI et la participation active au débat de l'UNESCO et de l'Organisation mondiale du commerce. Le Comité a décidé, pour donner suite à ce débat, de commencer à élaborer une observation générale sur l'article 15, paragraphe 1 c du Pacte.

8. À sa vingt-cinquième session, le 7 mai 2001, le Comité a tenu une «consultation internationale sur les droits économiques, sociaux et culturels dans les activités de développement des institutions internationales» organisée en coopération avec le Haut Conseil de la coopération internationale (France), à laquelle ont participé des représentants d'institutions et organisations internationales de haut niveau. Le Haut Conseil était représenté par son Président, Jean-Louis Bianco. Étaient également présents M. Juan Somavia, Directeur général

de l'Organisation internationale du Travail; M. Rubens Ricupero, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; M. Bertrand Ramcharan, Haut-Commissaire adjoint aux droits de l'homme (documents E/C.12/2001/4 à 9; E/C.12/2001/WP.1 à 3; E/C.12/2001/SR.21 et 22).

9. Toujours lors de sa vingt-cinquième session, le Comité a adopté une «déclaration sur la pauvreté et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels» (E/C.12/2001/10), qui a constitué la contribution du Comité aux travaux de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés qui s'est tenue à Bruxelles du 14 au 20 mai 2001.

10. Le rapport du Comité sur ses vingt-deuxième, vingt-troisième et vingt-quatrième sessions (E/2000/22) sera soumis au Conseil économique et social à sa session de fond de juillet 2001.

## II. CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

11. Au 22 mai 2001, 157 États avaient adhéré à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Trente-trois États parties avaient fait la déclaration prévue à l'article 14 de la Convention, reconnaissant la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications de personnes ou de groupes de personnes qui se plaignent d'être victimes d'une violation par ces États parties de l'un quelconque des droits énoncés dans la Convention.

### Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

12. Au cours de ses cinquante-septième et cinquante-huitième sessions, tenues respectivement en août 2000 et mars 2001, le Comité a examiné les rapports présentés par 23 États parties à la Convention. Il a en outre examiné l'application de la Convention dans trois États parties dont les rapports étaient très en retard.

13. À chacune de ses sessions, le Comité a examiné la question de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Avant de tenir sa cinquante-huitième session, le Comité a mis définitivement au point sa contribution écrite à la Conférence mondiale (A/CONF.189/PC.1/13). Au cours de sa cinquante-huitième session, le Comité a mis au point une série de mesures ciblées qu'il serait envisagé d'inclure dans le projet de déclaration et de programme d'action de la Conférence mondiale et a discuté de la nature et de la portée de la participation de membres du Comité à la deuxième session du Comité préparatoire tenue en mai 2001 et à la Conférence elle-même.

### Assemblée générale

14. Un rapport sur les cinquante-sixième et cinquante-septième sessions du Comité a été présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session (A/55/18) et un rapport sur les cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions du Comité lui sera présenté à sa cinquante-sixième session, après la cinquante-neuvième session du Comité qui aura lieu en août 2001.

### Commission des droits de l'homme

15. À sa cinquante-septième session, la Commission des droits de l'homme a adopté, le 18 avril 2001, la résolution 2001/5 qui portait notamment sur la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. La Commission a invité instamment les États qui ne l'avaient pas encore fait à envisager de ratifier la Convention ou d'y adhérer; elle a recommandé que la question de la ratification universelle de la Convention ainsi que des réserves concernant cet instrument et la question de la reconnaissance de la compétence du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour recevoir des plaintes individuelles soient examinées à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée; elle a demandé aux États parties qui ne l'avaient pas encore fait de présenter un rapport initial ou des rapports périodiques conformément à l'article 9 de la Convention; elle a invité instamment les États parties à limiter l'ampleur des réserves formulées par eux à l'égard de la Convention; elle a demandé aux États parties à la Convention d'adopter immédiatement des mesures constructives pour éliminer toutes les formes de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée; elle a prié les États parties à la Convention qui ne l'avaient pas encore fait d'envisager la possibilité de formuler la déclaration prévue à l'article 14 de la Convention; et elle a invité les États parties à ratifier l'amendement de l'article 8 de la Convention concernant le financement du Comité.

16. La Commission des droits de l'homme a de nouveau invité le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale à participer activement aux préparatifs de la Conférence mondiale.

### III. CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS

17. Au 15 mai 2001, 124 États avaient ratifié la Convention ou y avaient adhéré.

#### Comité contre la torture

18. Le Comité contre la torture a présenté un rapport sur ses vingt-troisième et vingt-quatrième sessions à l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session (A/55/44). À ses vingt-cinquième et vingt-sixième sessions, tenues respectivement en novembre 2000 et avril/mai 2001, le Comité a examiné 14 rapports qui lui avaient été présentés par des États parties en application de l'article 19 de la Convention. Il a aussi poursuivi en séance privée ses activités au titre des articles 20 (enquêtes) et 22 (communications individuelles) de la Convention. Le Comité fera figurer dans le rapport qu'il présentera à l'Assemblée générale à sa cinquante-sixième session un bref compte rendu des résultats de l'enquête à laquelle il a procédé. En outre, à ses deux sessions, il a examiné au total 19 communications. Il a pris des décisions par lesquelles il a déclaré recevables deux communications et irrecevable une communication. En outre, il a suspendu l'examen de deux communications, adopté des constatations concernant 11 communications et mis fin à l'examen de trois communications. Des renseignements sur les vingt-cinquième et vingt-sixième sessions du Comité figureront dans le rapport annuel visé ci-dessus qui sera présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-sixième session.

#### IV. CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

19. Au 15 mai 2001, 191 États avaient ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant ou y avaient adhéré. Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés avait été ratifié par quatre États parties et le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, par trois États.

20. À ses vingt-cinquième, vingt-sixième et vingt-septième sessions, respectivement tenues en septembre/octobre 2000, janvier 2001 et mai/juin 2001, le Comité a examiné 21 rapports initiaux et 6 rapports périodiques présentés en application de l'article 44 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

21. À sa vingt-cinquième session, le Comité a organisé une journée de débat sur le thème «La violence d'État contre les enfants». Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a ouvert le débat auquel ont également participé un représentant du Comité contre la torture et le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la question de la torture. Des représentants d'États parties, d'organismes des Nations Unies, d'institutions spécialisées et d'autres organismes compétents, dont des organisations non gouvernementales, ont aussi participé au débat et donné leurs avis de spécialistes.

##### Assemblée générale

22. À sa cinquante-cinquième session, l'Assemblée générale, dans sa résolution 55/79, a notamment prié le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-sixième session un rapport sur les droits de l'enfant contenant des données sur l'état de la Convention relative aux droits de l'enfant et les problèmes évoqués dans ladite résolution, c'est-à-dire, entre autres, la promotion et la protection des droits de l'enfant, notamment ceux que leur situation rend particulièrement vulnérables, la discrimination contre des enfants, la prévention et l'élimination de la vente d'enfants, de l'exploitation sexuelle des enfants et des sévices sexuels qui leur sont infligés, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, la protection des enfants touchés par les conflits armés, et l'élimination progressive du travail des enfants.

##### Commission des droits de l'homme

23. À sa cinquante-septième session, la Commission a adopté sa résolution 2001/75 sur les droits de l'enfant qui portait sur les questions ci-après: l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et d'autres instruments; la protection et la promotion des droits de l'enfant, notamment en ce qui concerne l'identité, les relations familiales et l'enregistrement des naissances, la santé, l'éducation et le droit de ne pas être soumis à la violence; la non-discrimination, notamment en ce qui concerne les petites filles, les enfants handicapés et les enfants migrants; la protection et la promotion des droits des enfants que leur situation rend particulièrement vulnérables, notamment les enfants qui travaillent et/ou vivent dans les rues, les enfants réfugiés ou déplacés dans leur propre pays, les enfants astreints au travail et les enfants présumés avoir enfreint ou reconnus comme ayant enfreint la législation pénale; la prévention et l'élimination de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants; la protection des enfants touchés par les conflits armés; la réadaptation et la réinsertion sociale.

V. APPLICATION EFFECTIVE DES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX  
RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME, Y COMPRIS L'OBLIGATION  
DE PRÉSENTER DES RAPPORTS INCOMBANT AUX ÉTATS PARTIES  
AUX INSTRUMENTS DES NATIONS UNIES RELATIFS  
AUX DROITS DE L'HOMME

24. Les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ont tenu leur douzième réunion annuelle en juin 2000 à l'Office des Nations Unies à Genève. Le rapport de cette réunion, qui contient les suggestions et recommandations des présidents, a été présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session (A/55/206).

25. La treizième réunion annuelle se tiendra du 18 au 22 juin 2001 à Genève. Le Président de la Sous-Commission a été invité à exposer les faits récents intervenus récemment dans les travaux de la Commission qui intéressent les activités des organes créés en vertu d'instruments internationaux et à examiner les possibilités de coopération. En outre, les présidents examineront une large gamme de questions concernant le fonctionnement des organes conventionnels et la coordination, notamment avec les représentants des États, les institutions, les fonds et les programmes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales. Les présidents tiendront également une réunion commune avec les responsables des procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme, réunion qui, conformément à la décision adoptée à la dernière réunion commune, sera consacrée au thème du suivi des recommandations des organes conventionnels et des procédures spéciales. Le rapport de cette treizième réunion annuelle des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme sera présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session.

Assemblée générale

26. Dans sa résolution 55/90, l'Assemblée générale a notamment accueilli avec satisfaction les rapports que les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme lui ont présentés sur les travaux de leurs onzième et douzième réunions et a pris acte de leurs conclusions et recommandations; elle a également accueilli avec satisfaction les plans d'action établis par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme pour mettre davantage de ressources à la disposition de tous les organes conventionnels et elle a incité tous les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les organisations à envisager de verser des contributions en réponse à l'appel lancé par le Haut-Commissaire qui demande que ces organes puissent disposer de ressources extrabudgétaires jusqu'au moment où leurs dépenses pourront être financées par le budget ordinaire; elle a aussi invité le Secrétaire général, lesdits organes et leurs présidents à continuer d'examiner les moyens qui permettraient d'éviter les doubles emplois quant aux rapports demandés par les différents instruments, sans nuire à leur qualité, qui permettraient en outre, de façon générale, de réduire la charge que ce travail impose aux États parties, et elle les a notamment invités à continuer d'examiner les propositions tendant à ce que les rapports soient axés sur un nombre limité de questions, d'étudier la possibilité d'harmoniser les directives générales concernant la présentation et le contenu des rapports, d'étudier aussi l'éventualité d'un regroupement des rapports en retard ainsi que la question du moment où les rapports doivent être examinés et les méthodes de travail des organes conventionnels; l'Assemblée a par ailleurs demandé au Secrétaire général d'achever dès que possible l'étude analytique comparative des dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, étude qui doit permettre d'identifier les cas de doubles emplois quant aux rapports demandés par ces instruments.

27. Conformément à sa résolution 55/90, l'Assemblée générale examinera en priorité à sa cinquante-septième session la question de l'application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

#### Commission des droits de l'homme

28. Dans sa résolution 2000/75, intitulée «Application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports à ce titre», la Commission a prié le Secrétaire général de lui faire rapport, à sa cinquante-huitième session, sur les mesures prises pour donner effet à ladite résolution et sur les obstacles que rencontre son application, ainsi que sur les mesures prises ou prévues pour assurer le financement voulu et des ressources suffisantes en personnel et en matière d'information pour permettre aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme de fonctionner efficacement. La Commission a décidé d'examiner cette question en priorité à sa cinquante-huitième session.

### VI. CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA PROTECTION DES DROITS DE TOUS LES TRAVAILLEURS MIGRANTS ET DES MEMBRES DE LEUR FAMILLE

29. La Convention, qui a été adoptée par l'Assemblée générale en 1990 (résolution 45/158) entrera en vigueur quand 20 États l'auront ratifiée ou y auront adhéré. Au 1<sup>er</sup> juin 2001, 16 États (Azerbaïdjan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Cap-Vert, Colombie, Égypte, Ghana, Guinée, Maroc, Mexique, Ouganda, Philippines, Sénégal, Seychelles, Sri Lanka et Uruguay) l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré et 10 autres États (Bangladesh, Chili, Comores, Guatemala, Guinée-Bissau, Paraguay, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Tadjikistan et Turquie) l'avaient signée.

30. Dans sa résolution 55/88, l'Assemblée générale a engagé tous les États Membres à envisager de signer et ratifier la Convention ou d'y adhérer à titre prioritaire, et elle a exprimé l'espoir que cet instrument entrerait bientôt en vigueur; elle a prié le Secrétaire général de fournir tous les moyens et l'aide nécessaire pour assurer la promotion de la Convention par le biais de la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme et du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme; elle s'est aussi félicitée des travaux du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants nommé par la Commission des droits de l'homme et la titulaire de cette fonction a encouragé à continuer d'œuvrer dans le même sens.

31. La Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-septième session, a adopté une résolution similaire (2001/53).

-----